



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL
BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

Arrêté du **14 SEP. 2023**
portant mise en demeure à la société MICHEL
pour l'exploitation de sa carrière située à Cernay (68)

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, livre I, titre VII et notamment son article L.171-8 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 février 2006 portant autorisation d'exploiter à la société MICHEL une carrière de sable et gravier et des installations de traitement de matériaux sur le territoire de la commune de Cernay (68) ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2020 portant prescriptions complémentaires à la société MICHEL s'agissant des modifications de prescriptions d'exploitation de son site de carrière à Cernay (68) ;

VU le rapport du 22 août 2023 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargée de l'inspection des installations classées, relevant les constats effectués lors de la visite du 26 juin 2023 ;

Considérant que l'article 28-2-5 de l'arrêté préfectoral du 16 février 2006 susvisé précise, concernant la surveillance des eaux souterraines, que « *les résultats d'analyse doivent faire apparaître la conformité des résultats par rapport aux valeurs de référence eaux brutes pour l'eau potable [...]* » ;

Considérant que les résultats présentés par l'exploitant ne sont pas analysés et ne font pas apparaître leurs conformités par rapport aux valeurs de référence des eaux brutes ;

Considérant que l'article 29 de l'arrêté préfectoral du 16 février 2006 susvisé précise les caractéristiques et les conditions de mise en place et de vérification des matériels de lutte contre l'incendie ;

Considérant qu'il a été constaté que certains des équipements prescrits ne sont pas présents sur site : un bac de 100 litres d'agent fixant, neutralisant, absorbant, avec pelle et couvercle, à proximité des stockages, à proximité de la bouche de dépotage de carburant et au niveau de l'aire de distribution et une couverture spéciale anti-feu à proximité de l'aire de distribution ;

Considérant que l'article 29 de l'arrêté préfectoral du 16 février 2006 susvisé précise que « [...] Les agents doivent être initiés à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et entraînés périodiquement à cette lutte. L'exploitant doit pouvoir justifier de cette formation [...] » ;

Considérant que l'ensemble du personnel présent sur site n'est pas formé à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie ;

Considérant que l'article 30 modifié de l'arrêté préfectoral du 16 février 2006 susvisé précise un échéancier de réalisation des dispositions de remise en état ;

Considérant qu'il a été constaté d'importants retards sur la mise en œuvre des dispositions de remise en état :

- l'espace de hauts-fonds en partie Nord de la presqu'île Est et le cortège de mares pour batraciens associé, prévus au plus tard le 30 décembre 2020, n'ont pas été réalisés ;
- la zone de hauts-fonds en partie Nord de la presqu'île Ouest, prévue au plus tard le 30 décembre 2020, est en place d'après l'exploitant, mais n'apparaît pas sur le plan d'exploitation et l'exploitant n'est pas en mesure de justifier le caractère adapté des cotes mises en œuvre ;
- la zone de hauts-fonds en partie Sud de la presqu'île Est et le cortège de mares pour batraciens associé, prévus au plus tard le 30 décembre 2022, n'ont pas été réalisés ;
- les dépressions propices au Crapaud calamite en berge Est, prévues au plus tard le 30 décembre 2022 n'ont pas été réalisées.

Considérant que l'article 30 modifié de l'arrêté préfectoral du 16 février 2006 susvisé instaure un suivi écologique s'agissant des aménagements réalisés pour le développement des batraciens avec un spécialiste de son choix et selon le phasage de réalisation des aménagements ;

Considérant qu'il a été constaté qu'un tel suivi écologique n'a pas été mis en place par l'exploitant ;

Considérant que l'article 23-2 de l'arrêté préfectoral du 16 février 2006 susvisé précise que la concentration en matières en suspension (MES) dans les rejets d'eaux de ruissellement doit être inférieure à 35 mg/l ;

Considérant que lors du contrôle du 4 mai 2023 il a été constaté que les concentrations de MES étaient supérieures au maximum prescrit ;

Considérant que l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 16 février 2006 susvisé précise que la partie Nord de la banquette périphérique de protection en bordure Est devait être reconstituée au plus tard le 31 janvier 2021 ;

Considérant qu'il a été constaté que les travaux de remblaiement de la banquette périphérique ne sont pas finalisés ;

Considérant que l'article 24 de l'arrêté préfectoral du 16 février 2006 susvisé précise que l'exploitant prend toutes les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. [...] ;

Considérant qu'il a été constaté qu'au niveau du poste de distribution de Graves Reconstituées Humides, il n'existe pas de dispositions adaptées pour limiter les émissions de poussières lors des chargements de camions ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8-I du code de l'environnement *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »* ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société MICHEL, ci-après dénommée « l'exploitant », dont le siège social est situé 150 rue de Pfastatt à KINGERSHEIM (68261), est mise en demeure de respecter les prescriptions reprises ci-après, pour la carrière et les installations de traitement des matériaux qu'elle exploite à Cernay (68700) – Faubourg de Belfort, dans les délais précisés aux articles suivants.

Article 2 : Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 28-2-5 de l'arrêté du 16 février 2006 susvisé :

« Les résultats d'analyse doivent faire apparaître la conformité des résultats par rapport aux valeurs de référence eaux brutes pour l'eau potable. [...] »

Article 3 : Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 29 de l'arrêté du 16 février 2006 susvisé :

« [...] Au niveau de la distribution/ravitaillement en carburant, et à proximité des stockages, les installations doivent disposer d'au minimum :

[...]

- 1 bac de 100 litres d'agent fixant, neutralisant, absorbant, avec pelle et couvercle, à proximité des stockages, à proximité de la bouche de dépotage de carburant et au niveau de l'aire de distribution,*

- une couverture spéciale anti-feu, à proximité de l'aire de distribution.*

[...] ».

Article 4 : Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 29 de l'arrêté du 16 février 2006 susvisé :

« [...] Les agents doivent être initiés à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et entraînés périodiquement à cette lutte. L'exploitant doit pouvoir justifier de cette formation. [...] ».

Article 5 : Dans un délai de sept mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 30 modifié de l'arrêté du 16 février 2006 susvisé :

« [...] Échéancier particulier de réalisation

L'espace de hauts-fonds en partie Nord de la presqu'île Est et le cortège de mares pour batraciens associé :

Au plus tard le 30 décembre 2020

*La zone de hauts-fonds en partie Nord de la presqu'île Ouest :
Au plus tard le 30 décembre 2020*

*La zone de hauts-fonds en partie Sud de la presqu'île Est et le cortège de mares pour batraciens associé :
Au plus tard le 30 décembre 2022*

*Les dépressions propices au Crapaud calamite en berge Est :
Au plus tard le 30 décembre 2022 [...] ».*

Article 6: Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 30 modifié de l'arrêté du 16 février 2006 susvisé :

« Suivi écologique : l'exploitant instaure un suivi écologique s'agissant des aménagements réalisés pour le développement des batraciens avec un spécialiste de son choix et selon le phasage de réalisation des aménagements ; à cet effet et après concertation avec un spécialiste dans le domaine du suivi des batraciens il propose au préfet dans un délai de 6 mois un échéancier de visites. Ces visites doivent donner lieu à un compte rendu de visite transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 décembre de l'année de la visite. ».

Article 7: Dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 23-2 modifié de l'arrêté du 16 février 2006 susvisé :

« [...] Les eaux pluviales de ruissellement de l'aire de dépotage/distribution de carburant seront drainées et dirigées vers un dispositif de traitement du type décanteur/déshuileur, adapté à la pluviométrie, équipé d'un dispositif à obturation automatique, avant d'être infiltrées au droit du site.

Ces eaux pluviales sont infiltrées en respectant les dispositions suivantes :

- *matières en suspension totales (MEST), concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90-105),
[...] ».*

Article 8: Dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 9 de l'arrêté modifié du 16 février 2006 susvisé :

« Au plus tard le 31 janvier 2021, la partie Nord de la banquette périphérique de protection en bordure Est de la carrière aura été reconstituée pour une largeur de 10 mètres entre les points G2 et H2 dont il est fait état à l'article 3 ».

Article 9: Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 24 de l'arrêté du 16 février 2006 susvisé :

*« L'exploitant prend toutes les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.
[...] ».*

Article 10: En cas de manquement aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions et mesures administratives prévues à l'article L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement.

Article 11 : Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le **14 SEP. 2023**

Le préfet
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MAROT

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R.421.1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification

